



## Quel journal demain avec une agence en moins et une quinzaine de postes de journalistes perdus ?

Au lendemain de l'annonce par la direction du plan de départs volontaires autonome (PDVA) qui concerne 70 postes, **dont 21 postes de journalistes à La Montagne (avec cinq créations annoncées) et trois à l'Eveil de Haute-Loire**, les syndicats de journalistes SNJ et SNJCGT expriment leur vive opposition à cette nouvelle coupe dans des effectifs déjà insuffisants, sabrés de plan en plan depuis plusieurs années, et plus gravement encore au cours des derniers mois avec le gel des embauches.

**Ils s'opposent fermement à la fermeture annoncée de l'agence de Riom :** une décision incompréhensible alors que l'information de proximité est notre creuset de lecteurs et de rentabilité, que cette édition couvre un territoire de 136 communes, un bassin de population de 137.000 habitants et est tirée à 8.800 exemplaires. Supprimer la présence physique d'une rédaction dédiée sur ce vaste territoire à la fois urbain et rural, à l'heure où la centralisation suscite de nombreux mécontentements dans la société tout entière, ne peut que nuire à la proximité que nous prôtons par ailleurs.

Les mesures annoncées pour les autres agences posent également problème, avec les perspectives de suppressions de postes de journalistes dans le Cantal (avec un poste en moins à Saint-Flour, ce qui est un coup de pression supplémentaire sur une rédaction qui œuvre dans un territoire terriblement enclavé), la Corrèze, la Haute-Loire, l'Allier. Les spécificités locales, les temps de trajets, les attentes et besoins des lecteurs ne sont pas pris en compte. Pour exemple, le Cantal a déjà perdu un tiers de ses journalistes depuis 2017 et doit répondre à des missions de plus en plus nombreuses. L'ouverture au départ de six postes d'employées de presse des agences de ces territoires témoigne aussi d'une méconnaissance de leurs missions particulières, notamment l'accueil du public, le lien avec les correspondants et les lecteurs.

**Comment faire demain un quotidien de qualité avec une quinzaine de journalistes en moins, tant dans les agences qu'à la rédaction locale, très lourdement impactées ? Les pistes très floues de nouvelle organisation qui ont été évoquées par les directeurs éditoriaux, mardi, en comité de Groupe, ressemblent davantage à un démantèlement de notre journal, un mépris pour le travail des journalistes - effectué dans des conditions de plus en plus difficiles - l'abandon des fondamentaux de notre métier et de notre mission d'information de proximité.**

Nous disons NON aussi au renforcement de l'actualité IG transverse (panos tous titres trois jours par semaine) qui ne correspond pas à l'attente de nos lecteurs, qui se plaignent, au contraire, du manque de place pour leurs "petites communes" ; NON à l'abandon de la page nationale sports ; NON à la poursuite de la pagination réduite mais OUI au retour des correspondants locaux justement payés pour appuyer le travail des journalistes.

La direction (qui a lancé la négociation par du délit d'entrave en communiquant aux salariés en début de réunion du CSE) veut boucler ce PDVA au plus vite. Et au menu de la rentrée, elle annonce sa volonté de remettre à l'ordre du jour des négociations sur le temps de travail et les rémunérations. Parce qu'elle aurait pris conscience que les rythmes sont effrénés dans de nombreux services et agences ? Parce qu'elle se serait rendu compte que nos rémunérations n'ont pas suivi l'inflation, tant s'en faut, que des journalistes n'ont pas eu de promotion depuis plus de dix ans ? Bien au contraire, avec l'objectif de presser davantage le citron de rédactions déjà au bout du rouleau.

A l'échelle de Centre-France, il faut noter aussi l'annonce de "désengagement du Groupe", dans un délai de cinq à six mois, dans l'hebdomadaire *Le Pays roannais*, dont la vingtaine de salariés, sous le choc depuis mardi, ne sait quoi attendre : un rachat ? Une fermeture ?

**Madame la directrice générale, nous ne pouvons plus travailler dans ces conditions, nous ne croyons plus à ce que vous nous présentez, depuis plusieurs années, comme des "projets éditoriaux" qui sont autant de plans sur la comète qui nous mènent dans le mur. Nous exigeons le maintien de l'agence de Riom et l'abandon des mesures fragilisant l'ensemble des agences et services de notre territoire.**

**A Clermont-Ferrand, le 20 juin 2024**